|  |  |
| --- | --- |
| Chambre des représentants | Kamer van volksvertegenwoordigers |
|  |  |
| Question Parlementaire | Parlementaire Vraag |
|  |  |
| Document : 55 2022202318819 | Session / zitting :  20222023 (SO)  20222023 (GZ) |
| Dépôt / Geregistreerd : 03/02/2023 | Auteur : SAMYN Ellen |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Départements interrogés  Bevraagde departementen | N° de question  Vraagnummer | Fin délai  Einde termijn |
| 6  V.E.M. en M. Sociale Zaken en Volksgezondheid  V.P.M. et M. Affaires sociales et Santé publique | 1933 | 10/03/2023 |

Sociale Zaken

Naar verluidt kampt Fedris met een achterstand van de te behandelen dossiers. Er werd mij een dossier toegestuurd waaruit blijkt dat iemand meer dan negen maanden dient te wachten op het SWT medisch statuut ook al is zijn dossier volledig in orde. De persoon in kwestie kreeg van Fedris het antwoord dat men pas in het tweede semester van 2023 zal antwoorden. De reden hiervoor zou zijn omdat het aantal aanvragen in 2022 bij Fedris aanzienlijk steeg ten aanzien van voorgaande jaren.

1. Klopt het dat Fedris kampt met een achterstand?

2. Zijn de aanvragen aanzienlijk gestegen het afgelopen jaar? Zo ja, wat is hiervoor de reden?

3. Ziet u eenzelfde prognose voor de verwerking van de dossiers voor dit jaar?

4. Omwille van het niet behandelen/goedkeuren van zijn dossier valt betrokkene nu - ruim één jaar - terug op 40 % van zijn laatste loon. Vindt u dit een normale gang van zaken? Welke maatregelen zult u nemen om dossiers - zoals bovengenoemde - beter te laten opvolgen?

**LE ministre des Affaires sociales et de la Santé publique**

**De minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid**



**Réponse à la question parlementaire n° 1933 du 3 février 2023 de Madame** **Ellen SAMYN, députée**

En réponse à vos questions, je peux vous communiquer les informations suivantes :

1. Effectivement, il y a actuellement un retard de traitement dans les demandes introduites auprès de Fedris dans le cadre de la CCT 150 qui détermine les conditions d’octroi d’un complément d'entreprise dans le cadre du chômage avec complément d’entreprise pour certains travailleurs âgés, moins valides ou ayant des problèmes physiques graves, en cas de licenciement.

Les causes de ces retards ont été identifiées :

* une augmentation constante des demandes ces dernières années et plus spécifiquement en 2022 où l’augmentation est exponentielle. Par ailleurs, de nombreuses demandes risquent encore d’être introduites d’ici au 30 juin 2023, cette date étant pour le moment la date d’échéance dans l’attente de la prolongation de la CCT ;
* dans le prolongement de l’explication donnée ci-dessus, je signale que la CCT 150 a été renouvelée le 15 juillet 2021 avec une prise d’effet rétroactive au 1er janvier 2021, puisque la précédente CCT réglant la matière (CCT 133) avait pris fin au 31 décembre 2020. Ce renouvellement tardif a eu pour effet direct une arrivée importante de dossiers et donc la création rapide d’un goulot d’étranglement à résorber.
* l’examen d’une demande de reconnaissance de l’existence de problèmes physiques graves exige un temps de traitement assez long impliquant différents intervenants :
  + d’abord, la recevabilité administrative doit être vérifiée par les services de Fedris.

Ce travail consiste notamment à vérifier si les conditions administratives sont remplies, si toutes les pièces sont jointes, les réclamer lorsque ce n’est pas le cas… ;

* + ensuite, le volet médical du dossier est examiné par une équipe paramédicale et médicale. Cet examen nécessite un travail de fond important : appréciation de la demande, analyse des pièces médicales jointes, si nécessaire prise de contact téléphonique avec le demandeur pour obtenir des précisions ou avec le médecin du travail…). Ensuite, comme le prévoit la CCT, le dossier est soumis à une commission d’experts médicaux qui se mettent d’accord sur une proposition de décision motivée ;
  + lorsque l’examen du dossier est terminé sur le plan administratif et médical, il peut être soumis, avec la proposition de décision (acceptation ou rejet), au Comité médico-technique de Fedris dans sa composition qui est compétente pour examiner les dossiers de la CCT 150. Ce Comité se réunit 4 fois par an et décide sur chaque dossier à l’unanimité. A défaut d’unanimité, la décision doit être prise par le Comité général de gestion de Fedris.

Cette procédure assez lourde est fixée par l’article 7 de la CCT et doit être respectée dans le cadre de l’examen de chaque demande. Ceci explique également le délai de traitement des demandes et n’est pas à imputer à Fedris.

* comme évoqué au point précédent, l’examen de ces demandes suppose le recours à des médecins. Or, Fedris, comme la plupart des institutions publiques, a des difficultés pour recruter ce type de personnel, rare sur le marché de l’emploi.

Fedris a déjà mis en œuvre différentes actions:

* amélioration de la lisibilité des informations au sujet du chômage avec complément d’entreprise sur le site web de Fedris afin que les travailleurs sachent directement comment introduire une demande valide ;
* révision du formulaire de demande afin que le dossier soit plus souvent complet dès son introduction sans que le travailleur et/ou son médecin ne doive(nt) être réinterpellé(s) à ce sujet ;
* encouragement à une implication plus grande et plus systématique du médecin du travail dans la constitution du dossier de demande ;
* standardisation de la procédure interne de traitement afin de la rendre plus efficiente et plus rapide en y intégrant notamment, dans la mesure du possible, du personnel administratif supplémentaire et des paramédicaux en soutien des médecins.

Il faut toutefois préciser que pour cette mission, Fedris ne dispose jusqu’ici d’aucun personnel supplémentaire exclusif. Ce sont les administratifs, les paramédicaux et les médecins en charge des autres missions de Fedris dans le cadre de l’examen des maladies professionnelles ou des accidents du travail qui doivent également se charger de l’examen de ces demandes.

Malgré ces mesures, la charge de travail reste importante et je reste donc attentif à l’évolution du nombre de dossiers et au délai dans lequel ils sont traités afin d’évaluer si une demande de personnel supplémentaire doit être envisagée.

1. Depuis le 20 décembre 2007, 6 CCT successives ont réglé les conditions d’octroi d’un complément d’entreprise aux travailleurs âgés, ayant des problèmes physiques graves qui ont été occasionnés intégralement ou partiellement par leur activité professionnelle et qui entravent significativement la poursuite de l’exercice de leur métier, en cas de licenciement.

Comme le montre le tableau ci-dessous, le nombre de demandes n’a effectivement cessé d’augmenter. Il y a ainsi 10 fois plus de demandes aujourd’hui.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CCT/CAO** | **Années/Jaren** | **Nombre de demandes**  **Aantal aanvragen** | **Total/Totaal** |
| 91 | 2010 | 10 | 27 |
| 2011 | 8 |
| 2012 | 9 |
| 105 | 2013 | 24 | 53 |
| 2014 | 29 |
| 114 | 2015 | 27 | 58 |
| 2016 | 31 |
| 123 | 2017 | 56 | 144 |
| 2018 | 88 |
| 133 | 2019 | 64 | 159 |
| 2020 | 95 |
| 150 | 2021 | 60 | 263 |
| 2022 | 203 |
| **Total/Totaal** |  |  | **704** |

Il est probable que cette augmentation des demandes soit liée à l’allongement des fins de carrière.

En effet, la 1ère CCT avait été initialement envisagée comme une situation temporaire, dans l’attente d’une solution globale sur les fins de carrière des travailleurs ayant exercé un métier lourd. Cette solution globale n’ayant pas encore été trouvée, de nouvelles CCT prorogeant les effets de la 1ère ont donc été conclues. De plus en plus de travailleurs souhaitent donc y recourir n’ayant d’autres alternatives pour cesser leurs activités professionnelles avant l’âge légal de la retraite.

1. Concernant les dossiers encore à traiter à la date du 07.02.2023, :

* en ce qui concerne le volet médical, il restait 115 dossiers à traiter :

dans 60 dossiers, la recevabilité avait été vérifiée et un avis médical devait encore être rendu,

55 dossiers sont prêts à être présentés à la séance du CMT du 9 mars 2023 ;

* en ce qui concerne le volet administratif, dans 25 dossiers, il manquait des documents administratifs qui ont été réclamés aux demandeurs ;
* 18 nouvelles demandes ont été introduites depuis le 1er janvier 2023 pour lesquelles l’examen n’a pas encore été entamé.

Le Comité médico-technique pour la partie convention collective de travail (CCT 150) se réunira les 09/03/2023, 01/06/2023, 05/10/2023 et 07/12/2023.

Fedris suit de près la gestion de ces dossiers et mettra tout en œuvre pour tenter de finaliser les derniers dossiers lors de la réunion du 05/10/2023. Bien sûr, tout cela va dépendre du nombre de dossiers qui seront encore reçus d’ici la fin de validité de la CCT 150.

1. Il n’est bien entendu pas possible de répondre sur une situation particulière dans une question parlementaire. J’invite donc la personne concernée à contacter Fedris afin de donner une explication claire sur sa situation et les problèmes qu’elle engendre. Ceci permettra d’identifier si un éventuel problème similaire peut se poser dans d’autres cas, et si une solution générale doit être envisagée.

Concernant les mesures à prendre, je renvoie aux causes des retards identifiées et aux mesures prises pour y remédier exposées dans la réponse à votre première question. En plus des causes de retard identifiées, la procédure établie par les partenaires sociaux dans la CCT contribue inévitablement à allonger les délais de traitement.

**Antwoord op de parlementaire vraag nr. 1993 van 3 februari 2023 van Mevrouw Ellen SAMYN, Volksvertegenwoordiger**

Als antwoord op uw vragen, deel ik u het volgende mee:

1. Inderdaad, er is momenteel een vertraging bij de behandeling van de bij Fedris ingediende

aanvragen in het kader van de CAO 150, die de voorwaarden bepaalt voor de toekenning van een bedrijfstoeslag in het kader van de werkloosheid met bedrijfstoeslag voor sommige oudere mindervalide werknemers en werknemers met ernstige lichamelijke problemen, inzien zij worden ontslagen.

De oorzaken van deze vertragingen werden in kaart gebracht:

- een gestage toename van de aanvragen in de afgelopen jaren en meer bepaald in 2022 waar de stijging exponentieel is. Bovendien bestaat nog steeds het risico dat er veel aanvragen zullen worden ingediend vóór 30 juni 2023, wat voorlopig de uiterste termijn is in afwachting van de verlenging van de CAO;

- in aansluiting op de hierboven gegeven uitleg wil ik erop wijzen dat de CAO 150 werd op 15 juli 2021 met terugwerkende kracht verlengd tot 1 januari 2021, aangezien de vorige CAO ter zake (CAO 133) op 31 december 2020 was verstreken. Het directe gevolg van deze late verlenging was een grote toestroom van dossiers en dus het snel ontstaan van een knelpunt dat moest worden opgelost;

- de behandeling van een aanvraag tot erkenning van het bestaan van ernstige fysieke problemen vergt een vrij lange behandelingstijd waarbij verschillende partijen betrokken zijn:

o eerst moet de administratieve ontvankelijkheid door de diensten van Fedris worden onderzocht. Dit werk houdt in dat onderzocht wordt of aan de administratieve voorwaarden is voldaan, of alle documenten zijn bijgevoegd, deze opvragen indien dit niet het geval is, enz….;)

o vervolgens wordt het medische gedeelte van het dossier onderzocht door een paramedisch en medisch team. Dat onderzoek vereist veel achtergrondwerk: beoordeling van de aanvraag, analyse van de bijgevoegde medische documenten, indien nodig telefonisch contact met de aanvrager of met de bedrijfsarts om opheldering te krijgen, enz…..;). Vervolgens wordt de zaak, zoals bepaald in de CAO, voorgelegd aan een Commissie van medische deskundigen die overeenstemming dienen te bereiken over een gemotiveerde voorstel van beslissing.

o wanneer het administratieve en medische onderzoek van het dossier voltooid is, kan het, met een voorstel van beslissing (aanvaarding of verwerping), voorgelegd worden aan het Medisch-technisch comité van Fedris in zijn samenstelling dat bevoegd is om dossiers van de CAO te onderzoeken. Dit comité komt 4 keer per jaar samen en beslist over elke zaak met eenparigheid van stemmen. Bij gebrek aan unanimiteit moet de beslissing worden genomen door het Algemeen Beheerscomité van Fedris.

Deze redelijk zware procedure werd vastgelegd in artikel 7 van de CAO en moet bij het onderzoek van elke aanvraag in acht worden genomen. Dit verklaart ook de duur van de behandeling van de aanvragen en is niet aan Fedris te wijten.

- zoals in het vorige punt uiteengezet, is voor het onderzoek van deze aanvragen de inzet van artsen vereist. Fedris heeft echter, zoals de meeste overheidsinstellingen, moeite om dit soort personeel, dat zeldzaam is op de arbeidsmarkt, aan te werven.

Fedris heeft al verschillende acties ondernomen:

- verbetering van de leesbaarheid van de informatie over werkloosheid met bedrijfstoeslag op de website van Fedris, zodat de werknemers direct weten hoe ze een geldige aanvraag kunnen indienen;

- herziening van het aanvraagformulier zodat het dossier vaker volledig is van bij de indiening zonder dat de werknemer en/of zijn arts opnieuw moet worden ondervraagd;

- een grotere en meer systematische betrokkenheid van de bedrijfsarts bij de voorbereiding van het schadedossier bevorderen;

- standaardisering van de interne behandelingsprocedure om deze efficiënter en sneller te maken door waar mogelijk extra administratief personeel en paramedici in te schakelen om de artsen te ondersteunen.

Er zij evenwel op gewezen dat Fedris niet over extra personeel beschikt dat uitsluitend voor deze opdracht wordt ingezet. Het administratief personeel, de paramedici en de artsen die belast zijn met de andere missies van Fedris in het kader van het onderzoek van beroepsziekten of arbeidsongevallen zijn ook belast met het onderzoek van deze schadegevallen.

Ondanks deze maatregelen blijft de werklast hoog en daarom blijf ik de evolutie van het aantal aanvragen en de tijd die nodig is om ze te behandelen oplettend volgen om te beoordelen of een verzoek om extra personeel moet worden overwogen.

2. Sinds 20 december 2007 hebben 6 opeenvolgende CAO's de voorwaarden geregeld voor de toekenning van een bedrijfstoeslag aan oudere werknemers met ernstige fysieke problemen die geheel of gedeeltelijk het gevolg zijn van hun beroepsactiviteit en die de voortzetting van hun beroep aanzienlijk belemmeren, in geval van ontslag.

Zoals uit onderstaande tabel blijkt, is het aantal aanvragen inderdaad toegenomen. Het aantal aanvragen is vertienvoudigd.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CCT/CAO** | **Années/Jaren** | **Nombre de demandes**  **Aantal aanvragen** | **Total/Totaal** |
| 91 | 2010 | 10 | 27 |
| 2011 | 8 |
| 2012 | 9 |
| 105 | 2013 | 24 | 53 |
| 2014 | 29 |
| 114 | 2015 | 27 | 58 |
| 2016 | 31 |
| 123 | 2017 | 56 | 144 |
| 2018 | 88 |
| 133 | 2019 | 64 | 159 |
| 2020 | 95 |
| 150 | 2021 | 60 | 263 |
| 2022 | 203 |
| **Total/Totaal** |  |  | **704** |

Deze toename van het aantal aanvragen houdt waarschijnlijk verband met de verlenging van het einde van de loopbaan.

De eerste CAO was immers oorspronkelijk bedoeld als een tijdelijke situatie, in afwachting van een algemene oplossing voor het einde van de loopbaan van werknemers in zware beroepen. Aangezien deze algemene oplossing nog niet is gevonden, zijn nieuwe CAO's gesloten die de effecten van de eerste uitbreiden. Steeds meer werknemers willen hiervan gebruik maken, aangezien zij geen ander alternatief hebben om hun beroepsactiviteiten vóór de wettelijke pensioenleeftijd te beëindigen.

3. Wat betreft de nog te verwerken dossiers op 7 februari 2023:

- voor het medisch luik moesten nog 115 aanvragen worden behandeld :

in 60 dossiers werd de ontvankelijkheid onderzocht en moest nog een medisch advies worden uitgebracht

55 dossiers zijn klaar om te worden voorgelegd aan het medisch-technisch comité van 9 maart 2023;

- voor het administratieve luik, ontbraken in 25 dossiers administratieve documenten die bij de aanvragers werden opgevraagd,

- sinds 1 januari 2023 werden 18 nieuwe aanvragen ingediend waarvoor het onderzoek nog niet is begonnen.

Het Medisch-technisch comité voor het gedeelte over de collectieve arbeidsovereenkomst (CAO nr. 150) komt samen op 09/03/2023, 01/06/2023, 05/10/2023 en 07/12/2023.

Fedris volgt het beheer van deze dossiers op de voet en zal alles in het werk stellen om de laatste dossiers op de vergadering van 05/10/2023 af te ronden. Een en ander zal uiteraard afhangen van het aantal dossiers dat tussen nu en het einde van de geldigheid van de CAO 150 nog wordt ontvangen.

4. Het is uiteraard niet mogelijk een specifieke situatie in een parlementaire vraag te beantwoorden. Ik verzoek de betrokkene derhalve contact op te nemen met Fedris om zijn situatie en de daardoor veroorzaakte problemen duidelijk toe te lichten. Dit zal helpen vaststellen of een soortgelijk probleem zich ook in andere gevallen kan voordoen, en of een algemene oplossing moet worden overwogen.

Wat de te nemen maatregelen betreft, verwijs ik naar de in het antwoord op uw eerste vraag genoemde oorzaken van de geconstateerde vertragingen en de maatregelen die zijn genomen om deze te verhelpen. Bovenop de vastgestelde oorzaken van de vertraging draagt de door de sociale partners in de CAO vastgestelde procedure onvermijdelijk bij tot langere behandelingstermijnen.

**Le Ministre, De Minister,**

**Frank Vandenbroucke**